

Botswana

La croissance de l'économie du Botswana, tirée par le secteur du diamant, s'est élevée à 6.4 % en 2010, ce qui constitue un fort rebond, après le recul de 3.7 % enregistré en 2009, en raison de la crise mondiale et de la chute des cours du diamant.

Le Botswana est en passe de réaliser la plupart des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) à l'horizon 2015, mais la pandémie du VIH/Sida reste une menace sérieuse.

La Chine, partenaire de longue date, demeure un bailleur clé, intervenant dans de nombreux secteurs, alors que les partenaires traditionnels limitent leur aide à un Botswana désormais plus prospère.

Classé au sein des pays les moins avancés (PMA) lors de son indépendance en 1966, le Botswana est passé en moins de trois décennies dans les pays à revenu intermédiaire (PRI). Et ce, grâce à une gestion attentive de sa manne diamantaire. Le produit intérieur brut (PIB) par habitant a plus que doublé, à prix constants, en huit ans, s'élevant à 6 760 dollars (USD) en 2008 contre 3 180 USD en 2000. Mais il s'est réduit à 6 215 USD en 2009, sous l'effet de la chute de la demande mondiale en diamants et autres minéraux. Malgré la hausse impressionnante du revenu par habitant, la pauvreté et les inégalités restent problématiques.

La forte dépendance du pays envers ses exportations de diamant brut rend délicate la recherche d'une croissance durable. La crise économique et financière mondiale de 2008 a provoqué un déclin de 3.7 % dans l'activité au Botswana en 2009, sous le coup notamment de la chute substantielle de la demande en diamants. La croissance est revenue en 2010, avec un taux de 6.4 % qui devrait passer à 6.9 % en 2011 et 7 % en 2012. La balance du compte courant s'est fortement dégradée en 2009 et 2010, mais elle devrait se redresser et redevenir positive en 2011 et 2012. Le budget national a également été mis sous pression par de lourds déficits dont la maîtrise prendra du temps. Les réserves en devises se sont stabilisées, pour représenter environ 17 mois d'importations.

L'inflation a reculé, passant à 7 % en 2010 contre 8.2 % en 2009, au-dessus de la fourchette de 3 % à 6 % fixée comme objectif à moyen terme par la banque centrale. Mais une hausse de la taxe à la valeur ajoutée (TVA) et un meilleur encadrement des prix ont biaisé le calcul. L'inflation devrait facilement entrer dans la fourchette au deuxième trimestre 2011. Un probable recul de l'inflation en Afrique du Sud, le principal partenaire commercial du Botswana, devrait d'ailleurs y aider.

Les autorités veulent diversifier l'économie au-delà du diamant, et le secteur privé dispose d'une assise solide. Le pays peut miser sur une politique macroéconomique robuste, un secteur financier performant, une bonne gouvernance et des infrastructures relativement développées, grâce à des investissements soutenus. Au bout du compte, le Botswana soutient avantageusement la comparaison avec ses pairs. L'édition 2011 du rapport de la Banque mondiale sur l'environnement des affaires, *Doing Business*, classe le Botswana au 52^{ème} rang sur 183 pays. Sur l'indice 2010 de la perception de la corruption de *Transparency international*, il est classé 33^{ème} sur 178 pays, devant tous les pays d'Afrique noire.

Le Botswana progresse sur le chemin des réformes pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) à l'horizon 2015. Il a accompli des efforts significatifs dans les domaines de l'éducation et de la santé, mais l'épidémie de VIH/Sida pose toujours un grand défi malgré les mesures prises. Le Botswana propose l'une des meilleures préventions en Afrique de la transmission de mère à enfant, 96 % des bébés suivi par ce programme n'étant pas contaminés à la naissance.

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

	2009	2010	2011	2012
Taux de croissance du PIB réel	-3.7	6.4	6.9	7
Inflation IPC	8.2	7	6.1	5.3
Balance budgétaire % PIB	-5.2	-11.1	-6.9	-6
Balance courante % PIB	-5.7	1.5	1.9	2.7

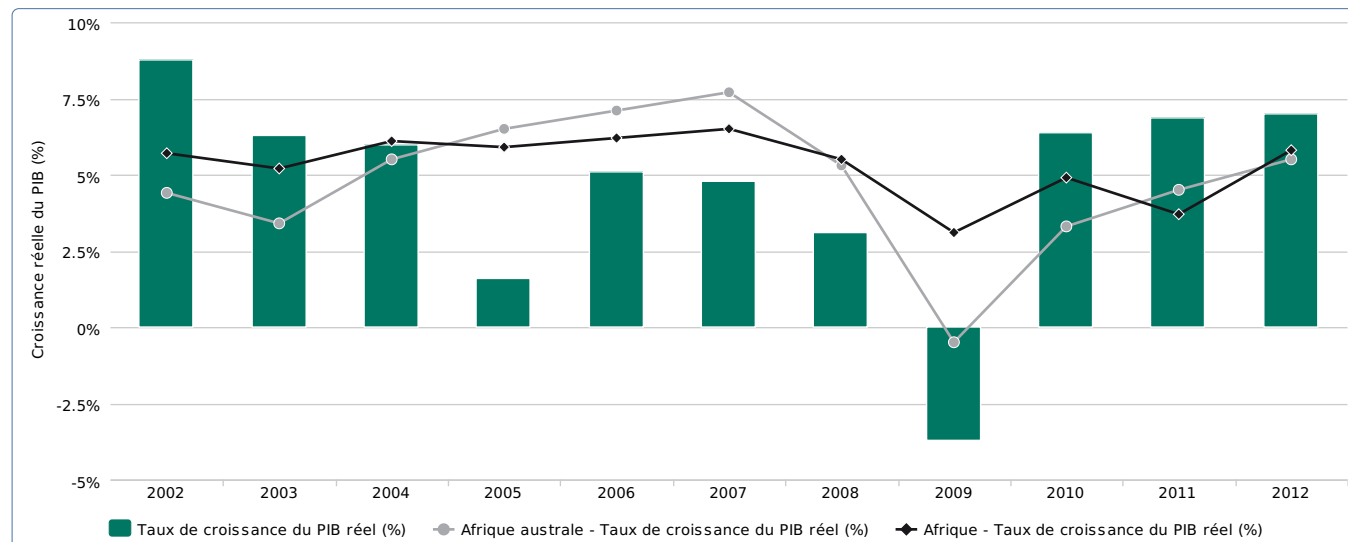
Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

Les données pour la balance budgétaire sont reportées par exercice fiscal avril (n)/mars(n+1).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932414022>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (S)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932411666>